



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 24/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAINT GOBAIN PAM (Usine Foug)**

Avenue des Fonderies  
BP 1  
54570 Foug

Références : AN/IA/2024\_2635  
Code AIOT : 0006200199

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement SAINT GOBAIN PAM (Usine Foug) implanté Avenue des Fonderies BP 1 54570 Foug. L'inspection a été annoncée le 08/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT GOBAIN PAM (Usine Foug)
- Avenue des Fonderies BP 1 54570 Foug
- Code AIOT : 0006200199
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAINT-GOBAIN PAM CANALISATION exploite sur le territoire de la commune de Foug une usine de fabrication de tuyaux et d'éléments de canalisation en fonte ductile. Elle projette le remplacement de ses deux cubilots par deux fours électriques (projet VULCAIN).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Surveillance environnementale
- Bruit

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Besoins en eau	AP de Mise en Demeure du 29/09/2022, article 1 point 1.2	Sans objet
2	Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 9.2.1.3	Sans objet
3	Autosurveillance des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 9.2.5	Sans objet
4	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 9.2.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Saint-Gobain PAM Canalisation, avec l'appui d'un bureau d'études compétent en ingénierie incendie, a redimensionné ses besoins en eau pour tenir compte en particulier des insuffisances du réseau de poteaux incendie et du projet VULCAIN (remplacement des 2 cubilots par 2 fours électriques). La mise en place de nouvelles réserves d'eau est en cours.

Des dépassements de valeurs limites de niveaux sonores ont été mesurés à 2 endroits et l'exploitant a engagé une réflexion sur cette problématique. Il est toutefois demandé à l'entreprise d'apporter des précisions sur les actions correctives qu'elle compte mettre en œuvre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Besoins en eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/09/2022, article 1 point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SAINT GOBAIN PAM Canalisation est mise en demeure de transmettre à l'autorité administrative les éléments justifiant la fonctionnalité de l'ensemble des poteaux incendie, adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours conformément à l'article 7.5.3. de l'arrêté préfectoral 2010/346 du 29 novembre 2010 actualisant les conditions de l'autorisation applicables à l'usine de Foug,
<b>Constats :</b>  La prescription objet du point de contrôle, qui exige 17 poteaux incendie (PI) n'est plus adaptée, la localisation de certains PI n'étant pas adaptée (2 PI situés à l'intérieur d'un bâtiment), et d'autres PI manquant de débit, le réseau public n'étant pas suffisamment dimensionné. Seuls 5 PI seraient conformes. L'exploitant complète ses points d'eau. Il vient d'aménager 4 aires de pompage au niveau de la berge du canal de la Marne au Rhin. Il reste le marquage au sol à réaliser.

<p>L'exploitant prévoit également l'implantation de 3 réserves incendie de 120 (travaux en cours), 160 et 320 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les besoins en eau, qui tiennent compte du projet de remplacement des 2 cubilots par 2 fours électriques (projet VULCAIN), ont été redimensionnés par un bureau d'études compétent en ingénierie Incendie. Lors de l'inspection, l'exploitant a remis à l'inspection le rapport Efectis du 07/08/2024 intitulé « optimisation de la défense extérieur contre l'incendie ».</p> <p>L'article 7.5.3. de l'arrêté préfectoral 2010/346 du 29 novembre 2010 qui décrit les besoins en eau fera l'objet d'une modification afin d'adapter ces besoins au contexte local et de prendre en compte les besoins liés au projet VULCAIN.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 9.2.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant devra assurer une surveillance de la qualité de l'air et des retombées de poussières dans l'environnement.</p> <p>L'objectif de cette surveillance dans l'environnement est double :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérifier le respect des valeurs de qualité du milieu et autres valeurs de référence dans les zones d'impact potentiel de l'établissement en tenant compte des sensibilités et activités locales;</li> <li>• suivre l'évolution des concentrations en polluants au cours du temps, ceci permettant de mettre en évidence un éventuel dysfonctionnement des installations ou les variations suite à une modification de celles-ci.</li> </ul> <p>Les polluants à surveiller sont <i>a minima</i> les suivants :  Poussières sédimentables et en suspension, NOx; SO<sub>2</sub>; Hg gazeux, Pb; Cd; Cr; Cu; Mn; Ni; Zn; PCDDs et PCDFs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier rapport disponible sur la surveillance de la qualité de l'air autour de l'usine de Foug date du 28/03/2024, le bureau d'études étant intervenu sur le site du 13/11 au 14/12/2023. Les polluants surveillés comprennent ceux prescrits à l'article contrôlé : Poussières sédimentables et en suspension; NOx; SO<sub>2</sub>; Hg gazeux, Pb; Cd; Cr; Cu; Mn; Ni; Zn; PCDDs et PCDFs.</p> <p>La surveillance concerne le suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de la qualité de l'AIR et des retombées atmosphériques, mené au cours d'une campagne de mesures des polluants dans le compartiment AIR,</li> <li>• de la qualité des SOLS afin de fournir une information sur la contamination historique du site provoquée par le cumul dans le temps des retombées atmosphériques de polluants,</li> <li>• de la qualité de PLANTES HERBACÉES dans l'environnement du site au cours de la période de croissance de choux frisés (compartiment VÉGÉTAUX),</li> <li>• de la qualité du LAIT issu des vaches laitières en pâture à proximité du site.</li> </ul> <p>Le rapport conclut que : « Globalement, il apparaît que les effluents rejetés à l'atmosphère par l'usine de FOUG n'ont que peu d'impact dans le milieu environnant. Ainsi, les concentrations, en dioxyde d'azote et en dioxyde de soufre dans l'air ambiant sont telles qu'elles ne permettent pas de déceler un quelconque impact industriel significatif, tout comme celles des PM10, des PM2,5, du mercure gazeux et des poussières dans les retombées atmosphériques. Les analyses de dioxines/furannes réalisées les différents compartiments (Air, sols et végétaux) n'ont pas mis en évidence d'anomalie dans l'environnement de l'usine. Les teneurs observées sont caractéristiques d'une situation de fond en l'absence de source émettrice locale. Concernant les métaux, les analyses</p>

ont révélé des teneurs plus ou moins marquées en fonction des matrices étudiées. Une tendance générale se dégage pour le zinc, puisque cet élément se dégage dans les sols et sur la majorité des points de mesure. Les mesures de métaux réalisées les années précédentes avaient mis en évidence un constat similaire à celui dressé cette année, et semblent donc confirmer l'hypothèse d'une accumulation historique des émissions passées du site. »

Les mesures 2024 ont été effectuées récemment et le rapport sera disponible au courant du premier trimestre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Autosurveillance des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 9.2.5

**Thème(s) :** Autre, Traçabilité des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un registre dématérialisé dans lequel figurent les données requises.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Autosurveillance des niveaux sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 9.2.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée [...] tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié [...]

**Constats :**

Les dernières mesures effectuées par l'exploitant datent de novembre 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 5 : Niveaux acoustiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, bruit

**Prescription contrôlée :**

Valeurs limites d'émergence :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
--	--	---

Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Niveaux limites de bruit :

Périodes	Période de jour 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Période de nuit 22 heures à 7 heures et dimanches et jours fériés
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

#### Constats :

Les résultats des mesures effectuées en novembre 2023 révèlent les non-conformités suivantes :

- point n° 2 (limite propriété côté nord - à proximité du dépoussiéreur et de la station azote) : valeur mesurée de nuit : 70, 5 dB(A) pour VLE de 60 dB(A) ;
- point C (ZER côté Nord-Ouest - 2 rue Lenglet) : émergence en journée de + 6,5 dB(A) pour VLE de 5 dB(A) ;

Pour le point 2, le bruit est issu du bâtiment abritant le dépoussiéreur (filtre à manches) des deux cubilots. Les premières habitations sont situées à environ 700 m de la source d'émission.

L'exploitant précise que, dans le cadre des travaux du projet Vulcain, les installations seront modifiées avec en particulier la suppression de 2 gros ventilateurs, ce qui devrait permettre d'abaisser sensiblement le niveau sonore.

Pour l'émergence sonore de jour, déterminée au niveau de l'habitation située du côté de l'entrée du site (point C) à une douzaine de mètres de la limite du site, l'exploitant indique que le bruit provient des opérations de déplacement des pièces en fonte stockées à l'extrémité ouest du site.

L'exploitant projette de créer une voie spécifique dédiée au transport de ces pièces, le long du canal de la Marne au Rhin. Selon l'exploitant, d'autres mesures organisationnelles compléteront ce dispositif de réduction des émissions sonores.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour le dépassement de l'émergence de jour au niveau du point C, il est demandé à l'exploitant de préciser les différentes mesures de réduction du bruit ainsi qu'un calendrier de leur mise en œuvre.

Pour le dépassement de la VLE au point n° 2, il est demandé à l'exploitant de justifier que l'abaissement du niveau sonore escompté suite aux travaux effectués dans le cadre du projet Vulcain permettra de respecter la nuit la VLE de 60 dB(A).

Il sera également demandé à l'exploitant, via une prescription de l'arrêté préfectoral complémentaire qui actera les nouvelles conditions de fonctionnement suite au remplacement des deux cubilots par deux fours électriques, de réaliser de nouvelles mesures de bruit dans le mois qui suit la mise en service de ces nouveaux fours, dans des conditions normales de fonctionnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois